



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Compte rendu

Séminaire technique sur des principes directeurs pour des nouveaux projets d'investissement agricole

Accra, les 29 et 30 septembre 2015



1. Introduction

Un séminaire technique sur l'investissement responsable dans l'agriculture a été organisé à Accra, les 29 et 30 septembre 2015, par la FAO, le FIDA, la CNUCED et la Banque mondiale. Plus de soixante personnes, y compris des représentants du gouvernement, du secteur privé, de la société civile, des partenaires de développement et des organisations internationales, ont participé à ce séminaire.

Ce séminaire, qui a été organisé dans le cadre du programme **l'Utilisation de principes directeurs pour des nouveaux projets d'investissement agricole**, a été le troisième événement depuis le démarrage du programme en janvier 2015 en Tanzanie. Il a été organisé par le Groupe de travail inter-agence (GTIA), composé de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Banque mondiale, en coopération avec le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture (MOFA) du Ghana. Le programme vise à infuser l'utilisation de principes et de pratiques d'investissement agricole responsable dans les opérations commerciales agroalimentaires en phase de démarrage, et à promouvoir une interaction entre les entreprises, les communautés locales et l'économie en général qui soit bénéfique pour tous. Il vise également à développer des recommandations, outils, procédures et bonnes pratiques, qui pourront être utilisés par d'autres projets nouveaux.

Ce programme contribue à la sensibilisation à l'échelle nationale et encourage des discussions inclusives sur ce que signifie « l'investissement agricole responsable » pour les différentes parties prenantes dans des contextes différents. Lors de ces séminaires techniques multi-acteurs, les participants sont familiarisés avec le programme de recherche du GTIA et les résultats des projets de recherche sur l'investissement agricole, ainsi qu'avec les principes directeurs internationaux existants. Des recommandations politiques relatives à l'investissement agricole responsable sont ensuite élaborées.



2. La transformation agricole nécessite des investissements responsables

Lors de son discours d'allocution, le Représentant de la FAO au Ghana, le Dr. Haile Gabriel Abebe, a souligné que le développement durable et la sécurité alimentaire nécessitent des investissements agricoles publics et privés massifs. Le Ministre Adjoint pour les cultures, l'hon. Dr. Ahmed Yakubu Alhassan a déclaré que le gouvernement du Ghana considère que l'investissement agricole est essentiel pour le développement. Le secteur agricole représente 22 pour-cent du PIB ghanéen, emploie la majorité des pauvres ruraux, et contribue considérablement aux revenus d'exportation du pays. Le potentiel agricole est énorme et le gouvernement s'est engagé à encourager et stimuler l'investissement dans le secteur. Alors que les secteurs minier et tertiaire continuent à représenter la plupart des flux d'investissement en Afrique, l'investissement agricole a augmenté de manière substantielle pendant la dernière décennie.

À l'échelle mondiale, la plupart des pauvres habitent dans les zones rurales et dépendent substantiellement de l'agriculture pour leurs moyens de subsistance. L'investissement dans l'agriculture peut être deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que l'investissement dans les secteurs non-agricoles. Beaucoup plus d'investissements dans l'infrastructure, la technologie et l'innovation sont nécessaires dans des systèmes divers, de la production alimentaire traditionnelle aux entreprises agroalimentaires émergentes. Cependant, il ne suffit pas d'augmenter l'investissement. Les investissements ne respectant pas les normes internationales et les cadres réglementaires nationaux peuvent causer des dommages irréversibles aux communautés locales et à l'environnement. Les investisseurs responsables doivent se conformer aux lois nationales et aux normes et directives internationales relatives aux droits sociaux et économiques ainsi qu'au développement durable. Afin de contribuer à des moyens de subsistance et une sécurité alimentaire améliorés, l'investissement doit également inclure ceux qui en ont le plus besoin – les pauvres et les victimes de l'insécurité alimentaire.

3. Instruments directeurs pour un investissement responsable dans l'agriculture

L'augmentation des investissements agricoles à grande échelle a encouragé le développement d'une multitude d'instruments directeurs internationaux. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), composé de gouvernements ainsi que de représentants de la société civile et du secteur privé, a approuvé les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (CSA-RAI) en 2014.

Les CSA-RAI sont basés sur les conventions internationales ainsi que sur des instruments directeurs relatifs aux droits fonciers et à l'agriculture, tels que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT), et les Principes pour un investissement agricole responsable qui respecte les droits, les moyens d'existence

et les ressources (PRAI). La FAO et l'OCDE ont développé un Guide pour des filières agricoles responsables pour aider les entreprises agroalimentaires à appliquer ces normes dans leurs opérations. À l'échelle régionale, l'Union africaine (UA), la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) coopèrent avec des gouvernements et d'autres partenaires dans le cadre de l'Initiative sur les politiques foncières afin de promouvoir des investissements inclusifs.

Ces instruments diffèrent quant à leur portée et les publics cibles respectifs, mais sont bâtis sur des valeurs fondamentales similaires, telles que : le respect des droits fonciers légitimes, le droit à l'alimentation, la bonne gouvernance, la consultation, le partage des bénéfices et la durabilité environnementale. Ces instruments sont volontaires, mais reflètent un consensus international émergent sur ce qui constitue un projet d'investissement agricole responsable. Ils peuvent être incorporés dans des cadres réglementaires nationaux existants, les plans d'activités et de fonctionnement quotidien des entreprises agroalimentaires, ou être utilisés par des organisations de la société civile pour les actions de plaidoyer.

Conscients des risques des grands investissements agricoles à emprise foncière, tels que le déplacement des populations locales et les impacts environnementaux négatifs, les ministères et agences gouvernementales appliquent des principes pour un investissement responsable dans leur travail. L'Unité agroalimentaire du MOFA coordonne par exemple le développement d'un Guide d'investissement pour le secteur agricole en coopération avec le Centre de promotion de l'investissement du Ghana (GIPC) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Ce guide fournira des recommandations aux entreprises pour s'assurer que leurs projets sont alignés avec les politiques et cadres réglementaires nationaux. Parallèlement au processus de consultation mis en place pour développer ce guide, les politiques publiques et lois nationales seront également examinées afin d'élaborer des recommandations pour l'incorporation des CSA-RAI et des VGGT dans ces lois. Le Projet de l'agriculture commerciale du Ghana (GCAP) du MOFA a également coopéré avec la Banque mondiale pour développer un contrat de bail type ainsi qu'un guide pour les baux fonciers.

Les instruments directeurs internationaux pour l'investissement agricole responsable doivent être adaptés aux différents contextes et ensuite être « pris en charge » par les parties prenantes sur le terrain afin d'avoir un impact dans la pratique. Pour cette raison, une grande partie du séminaire a été consacrée à une discussion sur le sens du terme « investissement agricole responsable » pour les participants.

4. Des décisions d'investissement basées sur des faits empiriquement vérifiés

Beaucoup de participants ont démontré leur intérêt d'utiliser des instruments directeurs internationaux tels que les CSA-RAI, mais ont souligné le manque de recommandations et d'exemples concrets permettant leur application dans la pratique. Ces recommandations devraient être basées sur la recherche existante sur les tendances et impacts des investissements dans l'agriculture des pays en développement. Le GTIA contribue à combler les lacunes de connaissance sur l'investissement agricole à grande échelle et les possibilités d'assurer que les bénéfices mutuels de ces investissements soient maximisés et leurs risques atténués.



Au Ghana, comme dans beaucoup de pays en développement, les paysans ainsi que les petites et moyennes entreprises (PME) sont à l'origine d'une partie importante des investissements dans l'agriculture. Cependant, les grandes entreprises privées jouent également un rôle important malgré leur part plus petite dans le montant total des investissements agricoles, parce qu'elles peuvent fournir des services et des biens tels que le capital financier, les nouvelles technologies, la valeur ajoutée et l'accès aux nouveaux marchés, que d'autres acteurs ne pourraient pas fournir. D'un autre côté, certains types d'investissement, comme les acquisitions des terres à grande échelle, peuvent comporter des risques pour les communautés concernées, le gouvernement hôte et l'investisseur.

Beaucoup de risques relatifs à l'investissement agricole à grande échelle pourraient être atténués si des mesures appropriées étaient prises dans les premières phases du cycle du projet. Pour cette raison, le programme actuel du GTIA vise spécifiquement à développer des recommandations, outils et procédures qui pourront être utilisés par des projets nouveaux, notamment lors des phases d'identification, de conception et de planification.

5. La conduite commerciale responsable du secteur agroalimentaire au Ghana

L'investissement dans les cultures commerciales, tels que le cacao, l'huile de palme, le caoutchouc et le coton, a une longue histoire au Ghana, et a été au centre de nombreux débats et de projets de recherche pendant plusieurs années. Bien que certains projets d'investissement aient été des échecs sur les plans social, environnemental et financier, des exemples prometteurs existent. Des représentants d'opérations agroalimentaires ont

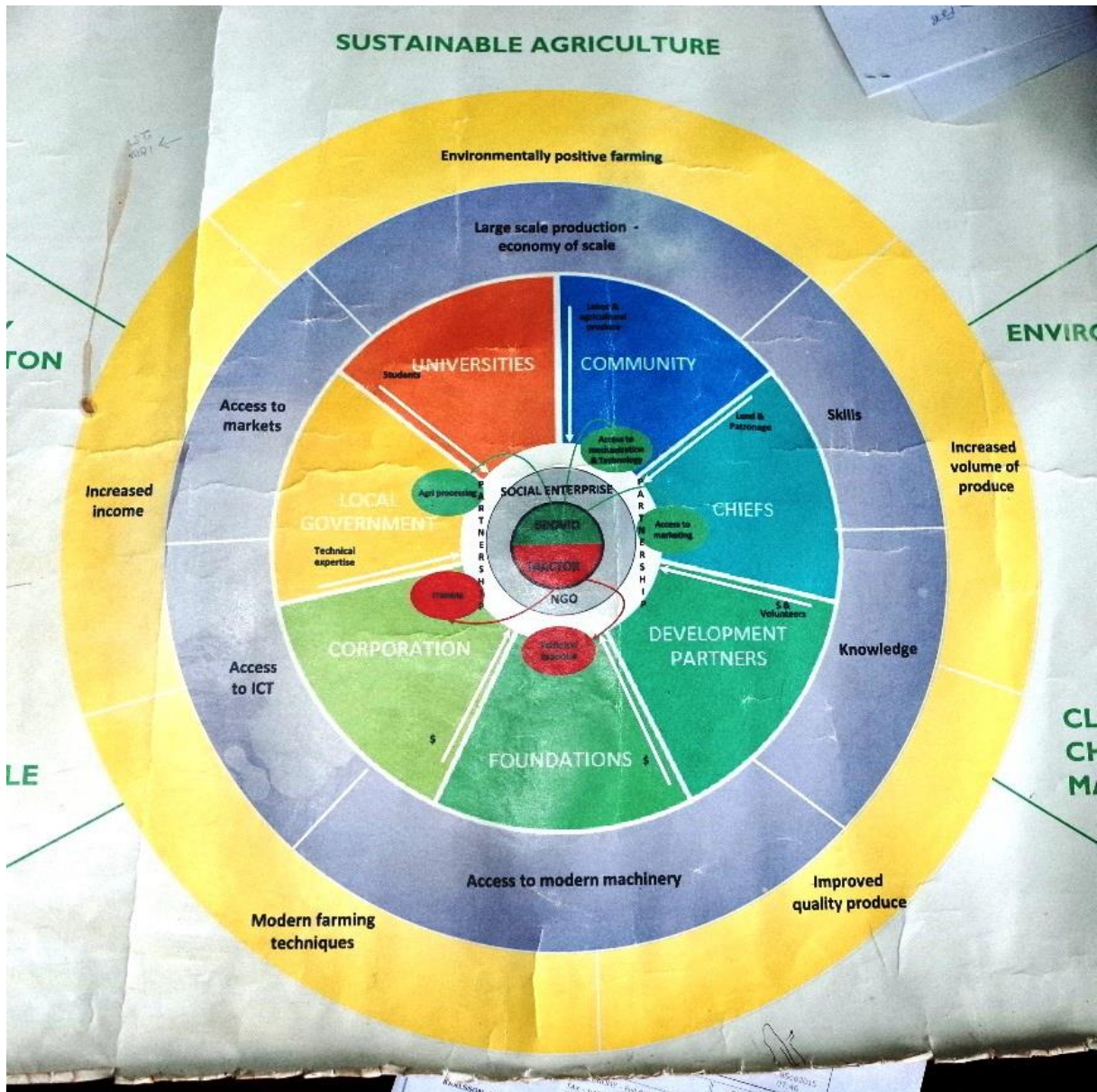
présenté comment ils ont œuvré pour assurer la durabilité sociale, environnementale et économique de leurs opérations au Ghana. La plupart de leurs actions correspondent au contenu de plusieurs instruments directeurs internationaux.

Une entreprise d'huile de palme a par exemple présenté les accords de partage de ses bénéfices nets avec les petits planteurs et les formations sur les méthodes de production durables qu'elle met à disposition. Consciente du risque de dépendre uniquement d'une seule culture commerciale pour assurer ses moyens de subsistance, l'entreprise encourage et forme des communautés pour qu'elles puissent diversifier leurs moyens de subsistance. Elle vise par ailleurs à développer des filières locales pour les aliments de base et les cultures vivrières à valeur élevée qui pourraient augmenter à la fois les revenus des producteurs et la disponibilité d'aliments abordables et nutritifs, qui se substitueraient ainsi aux aliments importés onéreux. L'entreprise a coopéré avec une ONG associée ainsi qu'avec le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture (MOFA), et a mis en place des activités ciblant les jeunes et les femmes en particulier.

D'autres exemples intéressants ont été présentés par une entreprise de beurre de karité, qui a expliqué comment elle incorpore des stratégies d'autonomisation des femmes, le travail décent, des initiatives pour le développement des communautés et la protection de l'écosystème dans son modèle commercial. Une entreprise forestière a par ailleurs déclaré que des arrangements de partage des bénéfices, un dialogue régulier et des mécanismes de plainte formalisés amélioreraient la confiance et la compréhension mutuelle entre l'entreprise et les communautés.

L'augmentation des revenus des travailleurs et des petits planteurs a permis à ceux-ci d'accéder plus facilement aux aliments, aux services de santé et à l'éducation pour leurs enfants. Un dialogue ouvert et honnête, le respect des droits fonciers, la coopération publique-privée et l'engagement des organisations paysannes ou des ONG ont été des facteurs importants pour le succès de ces investissements.

Le GIPC a également fourni des exemples intéressants de projets agroalimentaires qui ont été un succès. Une exploitation de base travaillant avec des petits planteurs a permis de générer des moyens de subsistance améliorés et de transferts de technologie aux communautés rurales. Une grande plantation certifiée « commerce équitable » a généré des opportunités d'emploi décent pour la communauté locale, qui étaient en ligne avec les instruments directeurs promouvant des investissements agricoles responsables.



6. Défis et opportunités à l'échelle nationale

Le Ghana a un potentiel agro-écologique excellent ainsi qu'une population urbaine en expansion créant des opportunités de marché des intrants et des produits. Cependant, le pays n'est pas à même d'auto-satisfaire ses besoins de produits agricoles alimentaires et non-alimentaires. Afin de transformer le secteur, des défis tels que la médiocrité de l'infrastructure, l'inégalité d'accès aux terres et aux intrants, ou encore la faible productivité de la main-d'œuvre, devront être surmontés.

Beaucoup de ministères et agences gouvernementales sont chargés de promouvoir des investissements agricoles désirables. Comme souligné plus haut, l'Unité agroalimentaire, le GCAP et le GICP fournissent des recommandations spécifiques en ligne avec des instruments directeurs internationaux relatifs à l'investissement agricole. Le GICP œuvre pour créer des

synergies entre le secteur public et le secteur privé, et vise à s'assurer que les projets agroalimentaires contribuent à l'emploi, au transfert de technologie, au développement et à l'accès aux marchés, et qu'ils respectent les lois nationales. Le GCAP vise à développer le secteur agricole, en promouvant les partenariats public-privé dans le développement de l'infrastructure par l'octroi de subventions, et dans la commercialisation des filières agricoles. Des résultats mutuellement bénéfiques peuvent être obtenus en s'assurant que les petits paysans sont inclus dans les filières grâce à l'agriculture contractuelle et aux mécanismes de sous-traitance. Dans ce but, l'Unité agroalimentaire soutient des PME agroalimentaires et les petits paysans.

La coordination entre les différents ministères et agences gouvernementales pourrait être renforcée afin d'éviter des chevauchements et de favoriser des synergies. Le processus en cours visant à développer et à appliquer le Guide d'investissement pour le secteur agricole pourrait représenter une bonne opportunité pour renforcer la coordination. Une communication renforcée entre les différentes parties prenantes – comprenant *inter alia* le gouvernement, les partenaires de développement, le secteur privé et la société civile – a également été considérée comme un facteur clé pour la promotion de l'investissement agricole responsable dans ce pays.

Le FIDA, en tant que partenaire de développement, accorde des financements au secteur agricole avec une focalisation sur le développement des filières en faveur des pauvres, et encourage des partenariats mutuellement bénéfiques entre les secteurs public et privé d'une part, et des petits producteurs ruraux d'autre part. La priorité est accordée aux groupes à faible revenu et aux filières qui incluent les femmes et les jeunes. Le FIDA travaille également avec des institutions coutumières et étatiques, la société civile et les associations paysannes sur la sensibilisation et le renforcement des capacités.

Les organisations de producteurs peuvent jouer un rôle important dans la défense des intérêts des producteurs agricoles, et permettre à ceux-ci de participer aux, et de bénéficier des filières agricoles en réduisant les coûts de transaction. La Fédération du Ghana des producteurs agricoles (GFAP), composée d'organisations paysannes nationales, mène des campagnes de sensibilisation et des actions de plaidoyer en faveur des bonnes pratiques et politiques agricoles, et œuvre pour la participation des paysans dans le processus de développement du pays. La GFAP coopère avec des institutions de recherche, des entreprises et le gouvernement afin d'augmenter la productivité, de fournir des services de soutien et d'améliorer l'infrastructure rurale. Il suit également de près les efforts du gouvernement pour honorer ses engagements conformément aux Déclarations de Maputo et de Malabo.



L'âge moyen d'un paysan au Ghana est de 55 ans, alors que le chômage des jeunes est un problème majeur dans ce pays. Beaucoup de jeunes sont incapables ou peu disposés à s'engager dans le secteur agricole. La branche ghanéenne du Forum des jeunes africains concernés (CAYF) a donné des recommandations et des exemples concrets quant aux politiques et actions favorisant l'autonomisation de jeunes et une meilleure insertion de ceux-ci dans l'agriculture pour qu'ils puissent jouer un rôle clé dans le développement agricole. Selon le CAYF, des problèmes liés à l'inégalité sociale et à une application insuffisante des droits fonciers, au sous-investissement ainsi qu'à l'idée fausse répandue parmi les jeunes que l'agriculture serait une profession démodée dissuadent les jeunes de s'engager dans le secteur agricole.

7. Conclusions et recommandations

Beaucoup de participants ont souligné qu'ils ont apprécié la rencontre avec des parties prenantes d'autres secteurs, et souhaiteraient que plus d'événements de ce type soient organisés. Pour certains d'entre eux, c'était leur première occasion de rencontrer des représentants gouvernementaux de haut niveau et de discuter avec eux. Une communication renforcée entre les différents ministères et agences gouvernementales, ainsi qu'entre le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les représentants des communautés, a été considérée comme un facteur clé pour la promotion d'un investissement agricole responsable dans ce pays.

Alors que beaucoup de parties prenantes font des efforts considérables pour augmenter la quantité et la qualité de l'investissement dans le secteur agricole du Ghana, il a été suggéré qu'une meilleure coordination entre et au sein des différents secteurs serait nécessaire afin d'éviter des chevauchements et d'assurer des synergies. D'autres opportunités de poursuivre ce dialogue multi-acteurs pourraient s'avérer utiles à cet égard. Il a par ailleurs été suggéré que la communication entre le gouvernement et les communautés et organisations des zones rurales pourrait être améliorée.

La plupart des participants ont affirmé que l'engagement des jeunes est un facteur primordial pour le développement du secteur agricole ghanéen. Répondant à cet appel, la FAO vise à organiser un Salon de l'investissement dans la jeunesse pour le développement et la croissance agricole, en coopération avec des associations de jeunes et d'autres partenaires. L'objectif de ce Salon est de fournir une plateforme pour : le dialogue politique et l'échange d'informations ; la promotion des bonnes pratiques concernant l'inclusion des jeunes dans la région africaine ; l'inclusion du secteur privé pour qu'il soutienne des activités créant des opportunités d'emploi pour les jeunes ; et l'amélioration de l'accès des jeunes à la connaissance et aux réseaux d'information sur la technologie agricole.



L'inégalité entre les sexes a également été présentée comme une entrave au développement rural durable. Les femmes, qui sont souvent responsables de la production des aliments pour l'autoconsommation, n'ont souvent qu'un accès limité aux intrants et aux financements. Par ailleurs, leurs droits fonciers ne sont pas toujours respectés. Certains participants ont souligné que plus d'efforts pourraient être faits afin de favoriser la participation des femmes aux décisions relatives à l'investissement.

Les systèmes d'information fournissant des données sur les marchés, la disponibilité et l'utilisation des terres, pourraient également être améliorés. Selon certains participants, l'adhérence aux lois foncières et aux plans d'occupation des sols serait inadéquate. Le lancement d'un plan d'occupation des sols compréhensif et participatif, comprenant un inventaire et un zonage véritable, a été demandé.

Le gouvernement est actuellement engagé dans plusieurs initiatives visant à incorporer des principes pour un investissement responsable dans l'agriculture dans les lois et politiques publiques. Il est important d'assurer que les efforts des différents ministères et agences gouvernementales – comme le travail du GFAP sur un contrat de bail type et le

développement d'un Guide d'investissement agricole par l'Unité agroalimentaire – soient bien coordonnés. La capacité de contrôler et d'évaluer les investissements des petits paysans, du secteur public et des entreprises privées pourrait également être renforcée. Il a été suggéré de mettre à jour la Matrice de comptabilité sociale du Ghana afin de permettre l'évaluation de la mise en œuvre des principes pour un investissement responsable, comprenant à la fois les impacts sociaux et environnementaux directs et de long terme ou ceux étant plus indirects.



La connaissance en matière de bonnes pratiques agricoles et de principes de base du marketing doit être renforcée. Il a été souligné que l'accès aux formations de base et de plus haut niveau sur l'agriculture et la culture financière est très limité. Les institutions publiques et privées pourraient faire plus d'efforts en fournissant des financements, en coopérant pour fournir des assurances de gestion des risques pour le secteur agricole, et en améliorant la confiance des investisseurs dans les petits paysans et les petites entreprises. Des participants ont également demandé plus de ressources pour la vulgarisation agricole et le transfert de technologie. Il existe de bons exemples de coopération entre les secteurs public et privé dans la mise à disposition de formations sur les stratégies de diversification des moyens de subsistance dans les zones rurales. De manière générale, une coopération renforcée entre le secteur public et le secteur privé a été jugée souhaitable, car celle-ci permettrait d'augmenter la quantité d'investissement et contribuerait à reproduire et encourager des approches qui ont été couronnées de succès par le passé.

Davantage d'investissements dans les infrastructures, le stockage et les installations de traitement sont également nécessaires afin d'ajouter de la valeur et de développer des filières agricoles. Dans un contexte d'urbanisation rapide, il existe clairement un argument commercial en faveur d'un développement des filières agricoles locales, qui pourrait augmenter les revenus des producteurs ruraux et des petites entreprises, et améliorer l'accès des consommateurs urbains aux aliments abordables.

Des entreprises ont également mentionné ce qu'elles considèrent comme des facteurs clés de succès d'un projet, comme un dialogue ouvert et honnête, le respect des droits fonciers, des arrangements de partage des bénéfices, ainsi que la coopération avec des organisations paysannes ou des ONG, qui pourraient assurer des résultats mutuellement bénéfiques. Les participants ont discuté des avantages et inconvénients de différents modèles d'entreprise—des opérations conjointes entre paysans et entreprises à l'agriculture contractuelle et aux plantations de bases avec des petits planteurs, en passant par les grandes plantations. Cependant, les modèles d'entreprise qui tiennent compte des intérêts et des capacités des petits producteurs et des investisseurs augmentent la probabilité que le projet soit couronné de succès.

Le GTIA est prêt à soutenir des discussions continues et à fournir des recommandations techniques sur l'investissement agricole responsable au Ghana. Cependant, il est nécessaire d'augmenter le corpus empirique recueillant les bonnes pratiques en Afrique et au Ghana. Le programme sur **l'utilisation de principes directeurs pour des nouveaux projets d'investissement agricole** va contribuer à surmonter ce défi, et le GTIA est prêt à partager les leçons apprises sur le terrain tout au long du programme.



Les documents du séminaire peuvent être téléchargés ici:

<http://www.fao.org/economic/est/issues/investissements/seminaire-rai/fr/>